

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
SYNDICAT INTERCOMMUNAL GIER-DORLAY

Séance ordinaire du 28 Novembre 2025

N° d'ordre : 2025-03-01

OBJET DE LA DELIBERATION :

CONTRIBUTION FINANCIERE DU SIGD A LA SANTE DES AGENTS

Le Président certifie,

a. Que la convocation de tous les délégués en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi ; que la délibération ci-après transcrite, textuellement extraite du registre des procès-verbaux du Comité, a été affichée par extrait, à la porte de la Mairie, et qu'il n'a été présenté aucune observation.

b. Que ladite délibération a été adoptée à l'unanimité des votants.

c. Que le nombre des délégués en exercice au jour de la séance était de 6 sur lesquels il y avait **6 membres présents** à savoir :

- **M. TARDY Gérard**, délégué titulaire de LORETTE, Président,
- **Mme FAUCOIT Marie Claire**, déléguée titulaire de LORETTE,
- **M. D'ANNA Vincent**, délégué titulaire de Lorette,
- **M. BREGAIN Patricia**, délégué suppléante de LORETTE (sans droit de vote)
- **Mme VERGNAUD Evelyne**, déléguée suppléante de Lorette (sans droit de vote)

- **M. FRANCOIS Luc**, délégué titulaire de La GRAND' CROIX
- **M. VOINOT Gérard**, délégué titulaire de La GRAND' CROIX,
- **M. JOUBERT Patrick**, délégué titulaire de La GRAND' CROIX,
- **Mme DEROUAZ Saliha**, déléguée suppléante de La GRAND' CROIX (sans droit de vote)

Le Président du syndicat Intercommunal GIER-DORLAY certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et précise que la présente délibération peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours au contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lyon 184, rue Du Guesclin 69 443 LYON Cedex 03, ou d'un recours gracieux auprès du syndicat, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif précité dans un délai de deux mois. Le Tribunal peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr



2025-03-01 : CONTRIBUTION FINANCIÈRE DU SIGD A LA SANTÉ DES AGENTS :

Initiée par l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 puis par le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022, la réforme de la protection sociale complémentaire (PSC) a introduit l'obligation de participation financière des employeurs publics au 1^{er} janvier 2025 pour la couverture prévoyance et au 1^{er} janvier 2026 pour la mutuelle santé.

Pour rappel, le SIGD a délibéré en date du 13/12/2024 sur la mise en place d'une participation financière au risque prévoyance pour les agents adhérents à un contrat labellisé à titre individuel. Le montant de la participation a été fixé à 7€ brut par mois maximum.

Dans le cadre de l'obligation de participation des collectivités au risque santé, le montant de celle-ci devra être fixé à au moins 15€ par mois par agent.

LA DÉMARCHE DU CDG42 – RISQUE SANTÉ

En complément de la convention de participation relative au risque « Prévoyance », le conseil d'administration du Centre de gestion, à la suite de l'avis favorable du comité social territorial, a décidé d'engager une démarche visant à proposer aux collectivités et établissements de département qui le souhaitent, une convention de participation relative au risque « Santé ».

À l'issue de la phase d'analyse, le CDG42 a retenu le 26/06/25 l'opérateur MNT pour le risque santé.

CHOIX DU DISPOSITIF A METTRE EN PLACE AU 01/01/26 ET DU MONTANT DE LA PARTICIPATION EMPLOYEUR :

Le SIGD doit se positionner sur l'un des 2 dispositifs suivants :

- 1) Adhérer au contrat collectif proposé par le CDG42 en rendant l'adhésion facultative pour les agents et ne verser une participation qu'aux agents ayant adhéré,
- 2) Ne pas proposer de contrat collectif et ne verser une participation qu'aux agents justifiant d'un contrat individuel labellisé

Le SIGD doit également se positionner sur un montant de participation. Le minimum réglementaire est fixé à 15€ par mois par agent.

Tout comme pour la participation au risque prévoyance, la modalité dite de la labellisation offre à l'agent la liberté de choix de ses garanties, la liberté de choix du coût de l'assurance santé et la liberté de résiliation.

Il est proposé aux membres du Conseil Syndical de se positionner sur le dispositif de labellisation et de fixer le montant de participation du SIGD à hauteur de 15€ par agent et par mois pour les agents justifiant d'un contrat individuel labellisé.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité :

- D'instaurer la participation au financement des contrats et règlements labellisés des agents de la collectivité pour le risque santé,
- D'instaurer une participation financière à hauteur de 15€ brut mensuel, par agent, pour le risque « Santé », à compter du 1^{er} janvier 2026, sans que celle-ci soit supérieure au coût réel de la cotisation,
- De verser cette participation financière à tous les agents en position d'activité sur présentation annuelle d'une attestation délivrée par la mutuelle attestant de la

SYNDICAT INTERCOMMUNAL GIER DORLAY - Siège : Mairie de Lorette 42420 Loire

04 77 73 76 23 – sygd@orange.fr

~ 2 ~

YCF

labellisation du contrat souscrit,

- De verser la participation financière aux agents titulaires et stagiaires du Syndicat Intercommunal Gier Dorlay, en position d'activité ou détachés auprès de celui-ci, travaillant à temps complet, à temps partiel ou à temps non complet, ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé en activité, ou bénéficiant d'un congé assimilé à une période d'activité.

PREND L'ENGAGEMENT d'inscrire les crédits nécessaires aux budgets des exercices correspondants.

CERTIFIE CONFORME AU REGISTRE

LORETTE, le 04 Décembre 2025.

Le Président,

Gérard TARDY




La secrétaire,

Marie-Claire FAUCOUT


EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
SYNDICAT INTERCOMMUNAL GIER-DORLAY

Séance ordinaire du 28 Novembre 2025

N° d'ordre : 2025-03-02

OBJET DE LA DELIBERATION :

DECISION MODIFICATIVE N° 1

Le Président certifie,

a. Que la convocation de tous les délégués en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi ; que la délibération ci-après transcrite, textuellement extraite du registre des procès-verbaux du Comité, a été affichée par extrait, à la porte de la Mairie, et qu'il n'a été présenté aucune observation.

b. Que ladite délibération a été adoptée à l'unanimité des votants.

c. Que le nombre des délégués en exercice au jour de la séance était de 6 sur lesquels il y avait **6 membres présents** à savoir :

- **M. TARDY Gérard**, délégué titulaire de LORETTE, Président,
- **Mme FAUCOIT Marie Claire**, déléguée titulaire de LORETTE,
- **M. D'ANNA Vincent**, délégué titulaire de Lorette,
- **M. BREGAIN Patricia**, délégué suppléante de LORETTE (sans droit de vote)
- **Mme VERGNAUD Evelyne**, déléguée suppléante de Lorette (sans droit de vote)

- **M. FRANCOIS Luc**, délégué titulaire de La GRAND' CROIX
- **M. VOINOT Gérard**, délégué titulaire de La GRAND' CROIX,
- **M. JOUBERT Patrick**, délégué titulaire de La GRAND' CROIX,
- **Mme DEROUAZ Saliha**, déléguée suppléante de La GRAND'CROIX (sans droit de vote)

Le Président du syndicat Intercommunal GIER-DORLAY certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et précise que la présente délibération peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours au contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lyon 184, rue Du Guesclin 69 443 LYON Cedex 03, ou d'un recours gracieux auprès du syndicat, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif précité dans un délai de deux mois. Le Tribunal peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr



Cette DM n° 1 est adoptée à l'unanimité.

[illegible]

Le Président,

Gérard TARDY

Thema



La secrétaire,

Marie-Claire FAUCOUT

~~ie-Claire FAUCON~~

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
SYNDICAT INTERCOMMUNAL GIER-DORLAY

Séance ordinaire du 28 Novembre 2025

N° d'ordre : 2025-03-03

OBJET DE LA DELIBERATION :

CONVENTION AVEC LE CENTRE DE GESTION DE LA LOIRE POUR DELEGUER LA MISSION D'ASSISTANCE ET DE CONSEIL CONCERNANT LE DEONTOLOGUE POUR LES ELUS DU SIGD

Le Président certifie,

a. Que la convocation de tous les délégués en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi ; que la délibération ci-après transcrite, textuellement extraite du registre des procès-verbaux du Comité, a été affichée par extrait, à la porte de la Mairie, et qu'il n'a été présenté aucune observation.

b. Que ladite délibération a été adoptée à l'unanimité des votants.

c. Que le nombre des délégués en exercice au jour de la séance était de 6 sur lesquels il y avait **6 membres présents** à savoir :

- **M. TARDY Gérard**, délégué titulaire de LORETTE, Président,
- **Mme FAUCOIT Marie Claire**, déléguée titulaire de LORETTE,
- **M. D'ANNA Vincent**, délégué titulaire de Lorette,
- **M. BREGAIN Patricia**, délégué suppléante de LORETTE (sans droit de vote)
- **Mme VERGNAUD Evelyne**, déléguée suppléante de Lorette (sans droit de vote)

- **M. FRANCOIS Luc**, délégué titulaire de La GRAND' CROIX
- **M. VOINOT Gérard**, délégué titulaire de La GRAND' CROIX,
- **M. JOUBERT Patrick**, délégué titulaire de La GRAND' CROIX,
- **Mme DEROUAZ Saliha**, déléguée suppléante de La GRAND' CROIX (sans droit de vote)

Le Président du syndicat Intercommunal GIER-DORLAY certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et précise que la présente délibération peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours au contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lyon 184, rue Du Guesclin 69 443 LYON Cedex 03, ou d'un recours gracieux auprès du syndicat, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif précité dans un délai de deux mois. Le Tribunal peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

SIGD-2025-03-03 : AVENANT N° 1 A LA CONVENTION D'ADHESION A LA MISSION D'ASSISTANCE ET DE CONSEIL DU CDG CONCERNANT LE REFERENCENT DEONTOLOGUE DE L'ELU LOCAL

Pris en application de l'article 218 de la loi « 3DS » du 21 février 2022, le décret sur la désignation du référent déontologue de l'élus local est paru au journal officiel du 7 décembre 2022.

Il impose, à partir du 1er juin 2023, à toute collectivité territoriale, tout groupement de collectivités territoriales ou syndicats mixtes ouverts de désigner un référent déontologue pour les élus, par délibération.

Tout élus local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés par la charte de l'élus local.

Tenu au secret professionnel et à la discrétion, le référent déontologue exerce ses missions en toute indépendance et impartialité.

Par délibération n°2023-06-21/08 du 21 juin 2023, les membres du conseil d'administration du CDG42 ont validé l'adhésion à la convention inter-centres de gestion « Gestion commune de la fonction de référent déontologue » de la région Auvergne – Rhône-Alpes.

Ainsi, le CDG42 propose aux collectivités et établissements publics du département une solution mutualisée, apportée par un tiers indépendant, de nature à répondre aux exigences de professionnalisme, de rigueur, d'impartialité et d'indépendance que requiert cette fonction.

A ce jour, afin de bénéficier de ce service la collectivité s'engage à verser au CDG42 une adhésion annuelle fixée à 10 € par élu.

Afin qu'un élu ne soit pas facturé plusieurs fois pour l'ensemble de ses mandats, il avait été convenu que dès lors que la commune adhérerait au service, cet élu « n'était pas refacturé » aux autres établissements dans lequel il a un mandat et qui bénéficie(nt) également du service (par exemple, l'intercommunalité dont est membre la commune).

Cette décision qui avait vocation à réduire le coût pour chaque élu – un élu n'étant concerné que par un paiement tout en disposant potentiellement d'autres mandats – n'offre pas une très grande lisibilité, certaines structures étant amenées à payer seulement pour une partie de ses élus.

Ce travail de croisement des données peut être également source d'erreur ; et doit être retravaillé dès lors que la composition d'une assemblée est modifiée ou que l'adhésion d'une collectivité, d'un établissement intervient.

Les administrateurs du CDG42, ont validé au cours de la séance du conseil d'administration du 11 mars 2025 (délibération n°2025-11-03/05 du 11 mars 2025) qu'il était pertinent de simplifier le mode de tarification en le faisant reposer sur l'application d'un forfait en fonction du nombre d'élus, comme suit :

NOMBRE D'ELUS	FORFAIT
Inférieur ou égal à 11	50€
12 à 19	150€
20 à 27	200€
29 à 33	250€
35 à 39	300€
40 à 60	350€
61 à 99	400€
100 et +	450€

Il a également été validé que les CCAS, dont les assemblées délibérantes sont composées, en partie, des élus de la commune, soient exonérés de ce forfait.

J. J. J.

Pour les collectivités et établissements adhérents à cette mission d'assistance et de conseil, la facturation émise par le CDG42 pour l'année 2024 et suivantes sera établie sur ce nouveau forfait.

Le projet d'avenant est joint en annexe.

Les élus sont invités à approuver ce projet d'avenant et autoriser M. le Président à le signer.

Le Comité Syndical adopte cet avenant à l'unanimité.

CERTIFIE CONFORME AU REGISTRE

LORETTE, le 04 Décembre 2025.

Le Président,

Gérard TARDY



La secrétaire,

Marie-Claire FAUCUIT

